

Déclaration liminaire SNCTA CT local 12/11/15

A la veille d'un nouveau et énième conflit social entre la DGAC et ses contrôleurs aériens, Les représentants SNCTA ont fait le choix, difficile mais assumé, de se présenter devant vous et de ne pas boycotter ce comité technique.

Nous sortons d'une période protocolaire inédite, puisque pour la première fois depuis bien longtemps, la DGAC a choisi d'« avancer » sans les contrôleurs aériens en 2013, sans la signature du SNCTA. Au CRNA Sud Ouest, comme dans tant d'autres endroits, les ICNAs mesurent le chemin parcouru grâce à cette nouvelle façon de fonctionner.

Ce protocole avait bien prévu de rendre les ICNAs moins nombreux, mais a oublié de nous expliquer comment. A l'heure où les tableaux de quotas se déclinent pour des équipes à 18, un accord sur l'organisation du travail des ICNAs serait peut être bienvenu ? Une reprise du recrutement pour à minima une stabilisation des effectifs ne s'impose-t-elle pas ?

Ce protocole avait bien prévu une prime de performance annuelle de 100 euros pour tous les agents, mais il avait oublié de nous dire que nos primes et notre salaire de base resteraient non indexées. Ni qu'une bonne part d'entre nous verrait la prime de compensation de la CSG disparaître. Pour prolonger le plaisir, le gouvernement maintient le suspens avec le RIFSEEP et les RDL, et il pourrait nous annoncer de nouvelles réjouissances prochainement. Peut-être est il l'heure d'ouvrir de véritables négociations salariales avec les contrôleurs aériens ?

Pendant ce temps, la commission européenne a, elle, bien travaillé. Elle prépare une nouvelle période de référence pour les plans de performance. Et elle s'occupe bien de nos licences : Les dossiers se sont empilés, et constituent autant de bombes potentielles que nous auront à traiter prochainement dans cette même salle. IRATCO, vérification des heures de contrôle, test linguistiques, test pratique de compétences. Une véritable négociation nationale bien menée pourrait vous aider, localement.

Et que dire de ces « petits » dossiers que nous avons eu à traiter localement pour les ICNAs que nous représentons : des NBI versées avec 2 ans de retard, quand des trop perçus ont du être remboursés en 2 mois maximum, des âges de départ en retraite encore imprécis pour toute une génération de contrôleurs, des futurs écrans commandés sans jamais nous demander notre avis, l'obtention d'un simple « souligné » qu'un fonctionnement « normal » de la DGAC n'aurait jamais dû transformer en psychodrame, un programme EEE qui vit avec une épée de Damoclès sur la tête, à 3 mois de son terme, une zone R9 qui finit par s'effacer, non pas quand les contrôleurs le demandent, mais quand un juge s'en mêle, des stages en immersion qui partent en quenouille...

Malgré tout, les personnels du CRNA de Bordeaux, au premier rang desquels les ICNA et dont nous nous faisons l'écho aujourd'hui, ont néanmoins réussi, au sein de cette DSNA asphyxiée, à trouver localement des réponses à un certain nombre de problématiques et d'exigences, en grande partie grâce à l'investissement et au travail de chacun.

L'augmentation du trafic a été absorbée en toute sécurité, sans augmentation des délais malgré la baisse sensible des effectifs grâce notamment à des capacités secteur ré-évaluées rendues possibles entre autre par la qualité du dialogue social au niveau local.

Néanmoins, la situation se dégrade et la confiance entre les ICNA et leur hiérarchie s'érode chaque jour un peu plus.

Ni vous, ni nous ne pourrons jouer aux équilibristes beaucoup plus longtemps. Les enjeux de demain nécessitent un accord fort et ambitieux au niveau national, pour les contrôleurs, pour la DSNA.